



Conseil de sécurité

Cinquante-huitième année

Provisoire

4844^e séance

Jeudi 16 octobre 2003, à 10 heures
New York

<i>Président :</i>	M. Negroponte	(États-Unis d'Amérique)
<i>Membres :</i>	Allemagne	M. Pleuger
	Angola	M. Gaspar Martins
	Bulgarie	M. Tafrov
	Cameroun	M. Tidjani
	Chili	M. Maquieira
	Chine	M. Wang Guangya
	Espagne	M. Arias
	Fédération de Russie	M. Lavrov
	France	M. de La Sablière
	Guinée	M. Sow
	Mexique	M. Aguilar Zinser
	Pakistan	M. Akram
	République arabe syrienne	M. Mekdad
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . .	Sir Emyr Jones Parry

Ordre du jour

La situation entre l'Iraq et le Koweït

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A.



La séance est ouverte à 10 h 45.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation entre l'Iraq et le Koweït

Le Président (*parle en anglais*) : Je me joins aux autres membres du Conseil pour saluer la présence du Secrétaire général, M. Kofi Annan.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Le Conseil de sécurité se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2003/992*, qui contient le texte d'un projet de résolution présenté par le Cameroun, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Je crois comprendre que le Conseil est prêt à voter le projet de résolution dont il est saisi. Si je n'entends pas d'objection, je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour :

Angola, Bulgarie, Cameroun, Chili, Chine, France, Allemagne, Guinée, Mexique, Pakistan, Fédération de Russie, Espagne, République arabe syrienne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique

Le Président (*parle en anglais*) : Le résultat du vote est le suivant : 15 voix pour. Le projet de résolution est adopté à l'unanimité en tant que résolution 1511 (2003)

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Je félicite les membres du Conseil de sécurité d'être parvenus à cet accord important sur ce qui est, à l'évidence, une résolution particulièrement importante pour s'attaquer à la situation complexe qui prévaut en Iraq. Le processus a été difficile mais le résultat est une preuve manifeste de la volonté de tous les membres du

Conseil de sécurité de placer les intérêts du peuple iraquien au-dessus de toute autre considération.

Notre objectif commun est de rétablir la paix et la stabilité dans un Iraq indépendant, démocratique et souverain aussi rapidement que possible. Il est capital pour le peuple iraquien, la région et l'ensemble de la communauté internationale que nous réussissions à parvenir à l'objectif d'un Iraq qui soit en paix avec lui-même et avec ses voisins et qui contribue à la stabilité dans la région.

En tant que Secrétaire général, je ferai de mon mieux pour mettre en oeuvre le mandat défini par le Conseil de sécurité, en tenant compte des contraintes à l'édification de la capacité nécessaire et de mon obligation de veiller à la sûreté et à la sécurité du personnel des Nations Unies. Je remercie le Conseil de la souplesse que me donne la nouvelle résolution à cet égard.

Bien qu'à l'heure actuelle l'ONU n'ait qu'une présence réduite au minimum sur le terrain, nous sommes déterminés à continuer à aider le peuple iraquien au mieux de nos possibilités, de l'intérieur autant que de l'extérieur du pays, essentiellement en apportant une aide humanitaire.

Suivant les circonstances, j'ai l'intention de m'atteler aux autres tâches mentionnées dans la résolution. Je ne doute pas que nous attendions tous avec impatience la mise en place au plus tôt d'un Gouvernement élu qui rendra sa pleine souveraineté à l'Iraq.

M. Lavrov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : On trouvera une évaluation d'ensemble de la résolution 1511 (2003), que nous venons d'adopter, dans la déclaration commune de la France, de l'Allemagne et de la Russie qui a été distribuée aux membres du Conseil. Nous voudrions par ailleurs souligner que, dès le début des travaux sur la résolution, la Fédération de Russie a été guidée par le souci de faciliter le règlement politique le plus rapidement possible de la situation en Iraq sous l'égide de l'ONU, en aidant le peuple iraquien à recouvrer sa souveraineté et en ne laissant pas la crise iraquienne déstabiliser la situation dans la région.

La prolongation de la crise en Iraq ne répond aux intérêts de personne ; il faut donc que la communauté internationale recherche ensemble un règlement politique à long terme et stable qui permettra au peuple

iraquien de prendre les rênes du pays en main par le biais d'un gouvernement légitimement élu, ce qui permettra aux pays voisins de l'Iraq de se sentir en sécurité.

Nous sommes heureux qu'à la suite des efforts de la Russie, de la France, de l'Allemagne, de la Chine et d'autres membres du Conseil de sécurité, ainsi que du Secrétaire général, nous ayons pu, au cours des négociations tenues avec les auteurs du projet de résolution, parvenir à une résolution qui donne vraiment la possibilité à l'Iraq de passer de la phase de l'occupation à celle de mesures pratiques visant à rétablir la souveraineté du pays.

La résolution souligne sans ambiguïté le droit du peuple iraquien lui-même à déterminer son avenir politique et à gérer ses ressources naturelles. Il y est prévu d'établir un calendrier précis pour le processus politique, notamment l'adoption d'une Constitution iraquienne et la formation d'un gouvernement à la suite d'élections démocratiques. L'on y reconnaît l'importance de l'appui à ce processus de la part des États de la région, en particulier les voisins de l'Iraq, et l'on y souligne la nécessité de prendre dès maintenant des mesures concrètes pour transférer aux Iraquiens eux-mêmes les fonctions de gouvernement et d'administration. Avec l'élection d'un Gouvernement iraquien internationalement reconnu, la puissance occupante n'aura plus aucune autorité.

Bien qu'au vu des conditions qui prévalent actuellement en Iraq – absence de sécurité – l'ONU ne soit pas en mesure de jouer pleinement son rôle pour rétablir l'ordre dans le pays, la résolution donne au Secrétaire général le droit de prendre des décisions, dans le cadre du processus politique, quant au calendrier et aux modalités relatifs, notamment, à la formation de la composition d'une conférence constitutionnelle et à la tenue d'élections. Nous sommes certains qu'avec la stabilisation de la situation en Iraq, l'ONU exercera les fonctions qui lui sont dévolues dans les domaines où elle peut et doit assumer un rôle directeur. C'est une question de principe importante que le Secrétaire général rende compte au Conseil de sécurité de l'évolution du processus politique sous tous ses aspects.

Un autre point important est l'accord sur le mandat relatif à une force multinationale approuvé par le Conseil de sécurité. Dans la version définitive convenue, les fonctions de cette force, comme le

comprend la Russie, seront de rétablir la souveraineté de l'Iraq, et dès que cet objectif sera atteint, le mandat de la force multinationale s'achèvera. Si le Gouvernement iraquien légitimement élu demande de l'aide pour maintenir la sécurité, le Conseil de sécurité examinera alors une telle requête. Cette disposition de la résolution, ainsi que les rapports ordinaires qu'elle demande au Secrétaire général, aux dirigeants de la force multinationale et à l'Autorité provisoire de la coalition, garantit au Conseil de sécurité le contrôle permanent de l'évolution du règlement politique et de l'ensemble du relèvement de l'Iraq. Le Conseil pourra apporter les amendements nécessaires à ce processus.

Dans le domaine économique, la résolution rappelle la nécessité d'assurer une pleine transparence des activités du Fonds de développement pour l'Iraq, en mettant notamment en place un Conseil international consultatif de contrôle dont la formation s'est fait déjà trop attendre, pour des raisons qui ne sont guère convaincantes. La résolution n'aborde pas non plus d'autres questions en suspens telles que le problème des armes de destruction massive iraqiennes, le sort des personnes disparues pendant la première guerre du Golfe et les biens koweïtiens. Il est clair cependant que le Conseil de sécurité devra encore traiter de ces problèmes, conformément à la résolution 1483 (2003).

Dans l'ensemble, bien sûr, la nouvelle résolution n'est pas idéale. Toutes ses dispositions n'ont pas prévu de créer les conditions nécessaires. Le résultat auquel nous sommes parvenus est un compromis qui ne résout pas tous les problèmes. Cependant, à ce stade, compte tenu de tous les facteurs, nous y voyons plus d'avantages que d'inconvénients. Il est extrêmement important qu'au cours des négociations, nous ayons pu parvenir à un consensus au Conseil de sécurité – ce à quoi la Russie attachait, dès le départ, une importance prioritaire.

Aujourd'hui, nous devons tous, en tant que membres de la communauté internationale – et en particulier les puissances occupantes – faire de notre mieux pour nous acquitter de la tâche fondamentale énoncée dans la résolution, c'est-à-dire veiller à ce que le jour où les Iraquiens pourront gérer eux-mêmes leur avenir arrive le plus rapidement possible. Nous soulignons encore une fois que la résolution établit les conditions requises à cet effet. Notre obligation globale est de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que les objectifs énoncés dans la résolution ne restent pas

lettre morte mais soient effectivement mis en oeuvre. Ce n'est qu'à ce moment-là que les efforts déployés pour parvenir à cet accord trouveront leur justification.

M. Pleuger (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je salue également la présence du Secrétaire général à cette séance. Nous souhaiterions faire quelques observations au sujet de notre vote.

La résolution qui vient d'être adoptée tient compte de préoccupations importantes pour ce qui est de l'ordre de l'après-guerre en Iraq. Elle développe les dispositions des résolutions précédentes sur l'Iraq – les résolutions 1483 (2003) et 1500 (2003) – et met l'accent sur de nouvelles questions. À notre avis, les auteurs de la résolution 1511 (2003) ont déployé des efforts louables pour parvenir à un texte qui prenne en considération des affirmations importantes que nous avons faites. Nous le reconnaissons expressément, et cela a été l'un des facteurs motivant notre approbation.

Un autre facteur a été que nous et les auteurs du texte partageons les mêmes objectifs en Iraq, à savoir contribuer à une stabilisation rapide des conditions, appuyer le processus de reconstruction politique et économique, et promouvoir le rétablissement de la souveraineté du peuple iraquien par l'intermédiaire d'un gouvernement élu démocratiquement. Cela ne peut se faire que lorsque le Conseil de sécurité semble aussi uni que possible. Nous ne voulions donc pas nous opposer à l'unité du Conseil.

Bien que nous considérions que cette résolution est un pas important dans la bonne direction, nous continuons de penser que l'intégration des amendements présentés par l'Allemagne, la France et la Russie aurait permis d'aboutir à une meilleure résolution.

Il manque un signal clair indiquant que le transfert de la souveraineté aux Iraquiens va être accéléré. Le rôle de l'Organisation des Nations Unies, et du Secrétaire général en particulier, aurait pu être renforcé encore davantage. Le Conseil est lui aussi incorporé de façon assez limitée dans le processus.

Enfin, nous aurions souhaité que figurent des indications plus claires en termes de calendrier. Ce point nous semble important, car c'est la seule manière de montrer clairement que le statut politique actuel de l'Iraq est provisoire. Dans ce contexte, je me réfère à la déclaration commune de la Russie, de la France et de l'Allemagne expliquant notre position partagée. Nous

ne pouvons par conséquent envisager aucun engagement militaire.

Nous restons toutefois fermement optimistes qu'une implication encore plus importante de l'ONU – et en particulier du Secrétaire général –, du peuple iraquien et des pays voisins dans le processus de reconstruction sera couronnée de succès.

M. de La Sablière (France) : Je salue d'abord la présence du Secrétaire général parmi nous pour cette importante séance.

La France, l'Allemagne et la Russie ont choisi de soutenir le projet de résolution que nous venons d'adopter et ont, dans le même temps, agréé le texte d'une déclaration commune que nous rendons publique ici à New York.

Face aux enjeux, qui sont considérables, le texte de la résolution aurait dû, pensons-nous, aller plus loin. Il aurait été éminemment souhaitable en particulier qu'un texte clair fixe les échéances plus contraignantes et plus rapprochées pour le transfert des responsabilités et la transition politique. Nous restons également convaincus que, pour permettre la reconstruction et la stabilisation de l'Iraq, la maîtrise souveraine de leur destin par les Iraquiens constitue un point de départ nécessaire; nécessaire pour redonner une perspective politique aux Iraquiens; nécessaire pour marginaliser ceux qui en Iraq font le choix de la violence; nécessaire pour mobiliser la communauté internationale en faveur de l'Iraq. Nous considérons par ailleurs qu'il est indispensable que l'Organisation des Nations Unies joue un rôle directeur dans l'assistance faite au peuple iraquien pour mener à bien le processus politique.

Nous reconnaissons cependant que les auteurs de la résolution ont, au cours de la négociation, pris en considération un certain nombre des amendements que nous avons présentés, s'agissant par exemple du rôle du Conseil de sécurité et du Secrétaire général, ou de la transparence dans l'utilisation du Fonds de développement pour l'Iraq. Ce texte peut également créer une dynamique institutionnelle dans le sens souhaitable.

Dans le contexte d'engrenage de la violence et du terrorisme en Iraq, dans le contexte d'extrême tension de l'ensemble du Moyen-Orient, nous souhaitons privilégier l'unité du Conseil. Nous voulons croire que cette résolution marque une étape, un premier pas, dont

nous pensons qu'il sera suivi d'autres, dans notre esprit, indispensables.

Sir Emyr Jones Parry (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : L'adoption à l'unanimité de la résolution ce matin, en présence du Secrétaire général, représente une excellente nouvelle pour le peuple iraquien, pour le Conseil de sécurité et pour l'Organisation des Nations Unies.

Tout au long des négociations constructives qui ont marqué la préparation de cette résolution, le Royaume-Uni a envisagé trois principaux objectifs pour la résolution : premièrement, confirmer et accélérer le transfert du pouvoir au peuple iraquien; deuxièmement, envoyer un signal clair de l'attachement de la communauté internationale à une rapide reconstruction politique et économique d'un Iraq libre, stable et vivant en sécurité; et, troisièmement, garantir, dans la mesure où les conditions le permettent, que l'ONU joue un rôle renforcé, vital, en partenariat avec l'Autorité provisoire de la coalition et, surtout, avec le peuple iraquien.

En ce qui concerne le transfert des pouvoirs, la résolution que nous venons d'adopter parle très clairement de donner le contrôle de l'Iraq à son peuple le plus rapidement possible. Toutefois, et avec raison, la résolution ne prescrit pas aux Iraquiens des calendriers artificiels pour ce transfert. En revanche, elle met le peuple iraquien à la place du conducteur par l'intermédiaire de l'administration iraquienne provisoire. Elle réaffirme la souveraineté de l'Iraq et son intégrité territoriale, ainsi que le caractère temporaire des pouvoirs détenus par la Coalition. Elle donne une plus vigoureuse impulsion au processus politique, et lui confère davantage de structure et de clarté. Elle fixe un délai de deux mois à compter de ce jour pour que le Conseil de gouvernement iraquien fournisse un calendrier et un programme aboutissant à une constitution iraquienne et à des élections démocratiques, et elle implique le Conseil de sécurité dans ce processus. Comme je l'ai souligné au cours des négociations, elle n'exclut pas le passage à un Gouvernement provisoire si cette solution a des chances de mener plus rapidement et dans des conditions de plus grande stabilité à un Iraq démocratique.

En ce qui concerne l'engagement de la communauté internationale, la résolution encourage les États Membres de l'ONU et les organismes

internationaux à appuyer l'entreprise de reconstruction de l'Iraq, notamment de faire de substantielles annonces de contributions lors de la Conférence internationale de donateurs prévue à Madrid. Elle prolonge les efforts internationaux impliquant déjà 30 pays en Iraq aujourd'hui, par la mise en place d'une force multinationale qui aidera à protéger la mission de l'ONU et garantira les conditions de sécurité et de stabilité nécessaires à la réussite de la reconstruction politique et économique.

À propos du rôle joué par l'ONU, la résolution que nous avons adoptée donne au Secrétaire général le pouvoir de le renforcer s'il juge cela souhaitable. Elle lui demande en fait de le faire dans un large éventail de domaines qu'il a précédemment identifiés, y compris le dialogue national, la recherche d'un consensus, et les processus électoraux et constitutionnels. Bien que cette résolution repose sur l'idée que le Conseil souhaite voir l'ONU jouer un rôle plus important, elle reflète également les réalités sur le terrain. Il reviendra au Secrétaire général de déterminer la nature exacte de ce rôle en fonction des circonstances, mais le Royaume-Uni se félicite de la déclaration du Secrétaire général ce matin et se réjouit de pouvoir collaborer avec lui ainsi qu'avec le Secrétariat sur la mise en oeuvre de cette résolution.

Cette résolution est axée sur les aspects pratiques, non sur la théorie; sur ce qui sera efficace pour le peuple iraquien au fur et à mesure que les processus en cours avancent, plutôt que sur un quelconque schéma directeur imposé depuis New York. Le Royaume-Uni affirme son espoir et sa conviction que cette résolution adoptée à l'unanimité représente un nouveau renforcement de nos efforts conjoints, soutenus par l'expertise inégalée de l'ONU, pour bâtir un Iraq meilleur. Comme la résolution l'exprime clairement, nous parviendrons à des progrès bien plus rapides en Iraq si nous mettons de côté les divisions du passé, comme nous l'avons fait ce matin, et gardons toujours à l'esprit la nécessité de nous unir pour répondre aux besoins actuels du peuple iraquien.

À cette fin, le succès de cette résolution sera assuré si nous tous, au sein du Conseil et de la communauté internationale, nous nous mobilisons pour donner corps au signal que nous venons de transmettre. Nous sommes unis dans la volonté de parvenir le plus rapidement possible à un Iraq démocratique, stable et en sécurité, gouverné par des Iraquiens pour les Iraquiens.

M. Wang Guangya (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise salue la présence à cette séance du Secrétaire général, que nous remercions de son importante déclaration.

La délégation chinoise a voté pour la résolution 1511 (2003) qui vient d'être adoptée par le Conseil de sécurité. Compte tenu de la situation actuelle en Iraq et des aspirations communes de la communauté internationale, la Chine n'a cessé d'affirmer la nécessité d'adopter au Conseil de sécurité une nouvelle résolution afin d'aider l'Iraq à rétablir la paix et la stabilité, de lui rendre sa souveraineté et d'engager le plus tôt possible le processus de développement socioéconomique.

Par rapport au projet de texte présenté par la délégation des États-Unis, la résolution 1511 (2003) comporte des améliorations notables. Elle prend en compte un certain nombre d'idées et de suggestions raisonnables émanant de toutes les parties intéressées, dont la Chine. Nul doute que cette résolution influera positivement sur les efforts visant à promouvoir le processus politique en Iraq, à accélérer le transfert des pouvoirs entre l'Autorité provisoire de la coalition et le peuple iraquien, à renforcer progressivement le rôle de l'ONU et à améliorer la transparence de la reconstruction économique de l'Iraq. Pour les raisons qui précèdent, nous avons donc voté pour la résolution.

Ceci fait l'objet d'un large consensus entre toutes les parties et c'est le vif souhait du peuple iraquien : l'ONU doit assumer le premier rôle dans le processus politique iraquien et dans le rétablissement rapide de la souveraineté de l'Iraq, pour que « l'Iraq soit gouverné par les Iraquiens ». À l'instar de nombreux autres États Membres, nous maintenons depuis toujours que la résolution doit contenir des dispositions claires et explicites sur ces questions clefs. À cette fin, nous avons adopté une démarche pragmatique et prospective au cours des consultations, dans l'espoir de parvenir à un vaste consensus au sein des membres du Conseil.

Au cours des consultations sur le projet, la France, l'Allemagne, la Russie et de nombreux autres pays ont présenté une série de solides suggestions, auxquelles le Secrétaire général a ajouté d'importantes observations. Nous avons souligné à maintes reprises que les coauteurs du projet de résolution devaient prendre sérieusement en considération ces éléments. Si la résolution avait pris en compte un plus grand nombre de ces suggestions, le résultat serait sans aucun

doute meilleur. Par conséquent, notre vote positif ne signifie pas que nous soyons entièrement satisfaits par la teneur de cette résolution.

Le Conseil de sécurité a l'obligation et la responsabilité de rester activement saisi de cette question. Le Conseil de sécurité a adopté près de 70 résolutions sur la question iraquienne. La résolution 1511 (2003) ne sera pas la dernière. Sur la base de l'évolution de la situation sur le terrain, le Conseil de sécurité devrait examiner également, en temps voulu, des questions comme les moyens de renforcer l'important rôle de l'ONU dans le processus politique iraquien et d'accélérer le rétablissement de la souveraineté de l'Iraq.

Il faut signaler que l'histoire et l'expérience ont démontré que la solution définitive et souhaitable de la question iraquienne impliquait des efforts concertés et une large participation de la communauté internationale. À cet égard, il convient de respecter pleinement les vues des très nombreux pays arabes et musulmans, notamment des pays voisins de l'Iraq.

Je voudrais terminer en réaffirmant la profonde préoccupation du Gouvernement et du peuple chinois face à la situation actuelle en Iraq et l'importance qu'ils attachent à sa reconstruction politique et économique. Nous espérons qu'avec un appui solide de la communauté internationale et l'aide active de l'ONU, l'Iraq, si durement frappé et qui a tant souffert de la guerre, verra rapidement restaurer sa souveraineté et s'engagera sur la voie de la paix, de la stabilité et du développement. La Chine est prête à continuer d'oeuvrer inlassablement et de contribuer positivement à cette fin.

M. Akram (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais me joindre à mes collègues pour saluer la présence du Secrétaire général à cette importante séance.

Le Pakistan est heureux que le Conseil de sécurité ait été en mesure de s'exprimer unanimement sur cette résolution, et nous tenons, à cet égard, à saluer la souplesse dont ont fait preuve tous les membres du Conseil. Le Pakistan a voté pour la résolution qui vient d'être adoptée, et je voudrais expliquer en quelques mots notre position.

La position du Pakistan, aussi bien avant qu'après la guerre en Iraq, au début de l'année, a été guidée par notre souci du bien-être du peuple frère de l'Iraq et de

son pays. Le Pakistan n'a pas soutenu la guerre. Au lendemain de celle-ci, nous nous sommes attachés à assurer l'acheminement d'une aide humanitaire au peuple iraquien qui souffrait, à rétablir la sécurité et la stabilité dans le pays et à veiller au rétablissement le plus rapide possible de sa souveraineté et de son indépendance politique.

Les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité depuis la guerre – les résolutions 1472 (2003), 1476 (2003), 1483 (2003) et 1500 (2003) – étaient, à notre sens, destinées à nous faire franchir les premiers pas vers la réalisation de ces objectifs. Plusieurs pas ont d'ores et déjà été franchis, avec l'organisation de l'aide humanitaire, la remise en fonction des structures administratives et la création d'un Conseil de gouvernement, qui était considéré par le Conseil de sécurité comme étant largement représentatif.

Malheureusement, la situation en Iraq a évolué de façon à susciter la préoccupation régionale et internationale. Les conditions de sécurité, en particulier, ne se sont pas améliorées. Des attentats se sont produits contre la présence militaire et civile étrangère dans le pays. Même l'ONU, présente en Iraq pour aider le peuple iraquien, a été tragiquement ciblée par l'attentat dévastateur du 19 août, qui a coûté la vie à 22 fonctionnaires de l'ONU, dont le chef de la Mission des Nations Unies, Sergio Vieira de Mello. Depuis, les actes de guérilla et de terrorisme se sont succédé avec une régularité déconcertante, comme le rappellent les listes du cinquième alinéa du préambule et du paragraphe 18 du dispositif de la résolution que nous venons d'adopter.

Nous avons vu dans l'initiative de ce projet de résolution une occasion de tenir compte de ces préoccupations et de créer une structure susceptible d'aboutir au rétablissement rapide de la souveraineté et de l'indépendance politique de l'Iraq. Nous avons appuyé la résolution parce qu'en dépit de la complexité et des contradictions de certaines parties du texte, il nous semble que les objectifs fondamentaux sont bien le rétablissement de la souveraineté et le transfert des pouvoirs au peuple iraquien, l'amélioration des conditions de sécurité, la promotion de la reconstruction économique et l'acheminement rapide des secours.

La résolution aurait beaucoup gagné en clarté et en crédibilité si elle avait clairement stipulé les principes qui devraient orienter la transition politique

et le maintien de la sécurité, ainsi que la reconstruction de l'Iraq; le respect de l'indépendance politique, de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Iraq; le droit du peuple iraquien de choisir sa propre destinée politique et sa forme de gouvernement, et de retrouver la souveraineté et la maîtrise permanentes de ses ressources naturelles; et la non-ingérence dans ses affaires intérieures.

Nous aurions aimé un processus plus clair de rétablissement rapide de la souveraineté de l'Iraq et de transfert rapide des pouvoirs et de l'autorité au peuple iraquien, pour lui permettre de maîtriser son avenir politique et d'avoir le contrôle de ses ressources économiques. C'est un droit inaliénable du peuple iraquien qui, à l'instar des autres peuples, a le droit d'exercer ce droit sans retard indu.

Nous avons néanmoins noté que le texte réaffirme la nature provisoire de l'exercice par l'Autorité provisoire de la coalition de ses responsabilités et obligations précises en vertu du droit international. Nous espérons que le calendrier qui a été indiqué dans le texte fera l'objet d'une accélération en vue de mettre fin au plus vite à l'occupation. Nous souhaitons également que l'Autorité intérimaire iraquienne soit rapidement mise en place, grâce à un processus politique inclusif et élargi intégrant des éléments politiques qui, pour l'instant, restent en dehors du Conseil de gouvernement.

Le processus politique visant au rétablissement de la souveraineté pleine et entière de l'Iraq aurait été plus crédible et plus acceptable sur les plans tant interne qu'international s'il avait été mené sous l'autorité et sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Nous comprenons les préoccupations et les contraintes qui pèsent sur le Secrétaire général et qui empêchent la présence de fonctionnaires internationaux de l'ONU sur le terrain en Iraq. L'environnement sécuritaire doit être amélioré afin de permettre à l'ONU et à d'autres organisations internationales de jouer pleinement leur rôle, de façon impartiale, dans la transition de l'Iraq vers l'indépendance politique. Cependant, la supervision de ce processus par l'ONU peut en elle-même contribuer à instaurer la confiance parmi le peuple iraquien, ce qui est fondamental pour favoriser un climat de sécurité. Nous avons donc la certitude que les circonstances mentionnées dans la résolution, qui permettraient au Secrétaire général de jouer un rôle actif dans le processus politique iraquien, seront réunies dès que possible.

Le Pakistan compte bien que, malgré la tragédie du 19 août, l'ONU n'est pas disposée à abdiquer ses responsabilités envers le peuple iraquien. Nous nous félicitons de la déclaration du Secrétaire général faite ce matin dans ce contexte. Nous estimons que l'ONU peut jouer un rôle d'encadrement et d'appui à la transition politique en Iraq sans faire courir à son personnel des risques inacceptables.

Le déploiement de capacités militaires crédibles en Iraq est sans nul doute essentiel, à l'heure présente, à la création d'un environnement sécuritaire grâce auquel le processus politique et la reconstruction de l'Iraq peuvent être mis en oeuvre. Cependant les forces déployées doivent être acceptables pour le peuple iraquien et susciter sa coopération pleine et entière. Sinon, elles ne seront pas en mesure d'imposer la sécurité. Au contraire, la présence de ces forces est susceptible d'aggraver l'insécurité.

C'est pourquoi, au cours de nos consultations sur le projet de résolution, le Pakistan a constamment préconisé que la force multinationale dont la création était envisagée ait une identité distincte et séparée par rapport aux forces d'occupation, que son déploiement soit le résultat d'une invitation du peuple iraquien et que se produise avec l'assentiment des autres pays de la région. Malheureusement, ces considérations n'ont pu trouver leur expression dans la résolution que nous venons d'adopter. Dans ces conditions, le Pakistan ne sera pas en mesure de fournir un contingent à la force multinationale en Iraq.

Nous sommes fort préoccupés par l'éventualité d'une détérioration de la situation sécuritaire en Iraq. Pour la prévenir, les forces de la Coalition et ceux qui les aident doivent savoir acquérir la confiance du peuple iraquien et le convaincre qu'ils oeuvrent pour défendre ses intérêts. À moins que cet aspect de la situation ne soit pleinement pris en compte, il continuera d'y avoir une résistance de la part de ceux qui, en Iraq, se sentent exclus du processus politique, sans parler de la dimension supplémentaire du terrorisme qui se manifeste avec une fréquence accrue en Iraq.

Nous avons tous reconnu que cette résolution n'est pas le dernier mot sur l'Iraq. Le Pakistan continue de penser que la communauté internationale ferait bien d'amorcer un processus de consultations élargies qui comporterait la participation du peuple iraquien et des pays arabes et musulmans afin de forger un consensus

sur la meilleure façon de rétablir la souveraineté et l'indépendance politique de l'Iraq, d'améliorer son environnement sécuritaire et de promouvoir sa reconstruction. Le Pakistan est prêt à contribuer à ce processus. Nous sommes fermement attachés à l'idée de veiller au bien-être du peuple iraquien, de rétablir la souveraineté et l'indépendance politique de l'Iraq, d'assurer son unité et son intégrité territoriale et de promouvoir la paix et la stabilité dans l'ensemble de la région.

Le Pakistan a d'étroits liens religieux, culturels et historiques avec le peuple iraquien, ainsi qu'avec d'autres États de la région. Nous appuyons sans réserve leurs aspirations. Nous leur accorderons toute la coopération possible par des moyens acceptables de façon qu'ils soient en mesure de les réaliser.

M. Mekdad (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je voudrais également saluer la présence parmi nous du Secrétaire général, M. Kofi Annan. La République arabe syrienne s'est associée au consensus sur l'Iraq au sein du Conseil de sécurité et a voté en faveur de la résolution 1511 (2003) qui vient d'être adoptée, après des consultations avec les représentants de la France, de la Russie, de l'Allemagne et de la Chine, ainsi qu'avec ceux de membres non permanents du Conseil, sans oublier les contacts qui ont eu lieu avec les gouvernements avec lesquels nous avons des relations d'amitié et de coopération, notamment le Japon.

Bien que la résolution ne réponde pas à toutes nos attentes, qui sont étroitement liées aux aspirations du peuple iraquien, notamment en matière de liberté et d'indépendance, nous espérons que cette résolution sera un encouragement et constituera un nouveau pas en avant dans la bonne direction, et que les engagements énoncés seront honorés afin d'accélérer le transfert de souveraineté aux Iraquiens aux fins de l'adoption d'une constitution et de la formation d'un gouvernement représentatif et internationalement reconnu. Nous espérons aussi que la résolution renforcera le rôle de l'ONU et de son Secrétaire général, d'autant que la stabilité de la situation en Iraq et la sauvegarde de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Iraq sont d'une grande importance pour la Syrie et les autres pays voisins. Nous espérons qu'elle aura un effet positif sur la situation dans la région.

La Syrie continuera de tout mettre en oeuvre pour répondre aux besoins du peuple iraquien et s'efforcera de soulager ses souffrances et de lui assurer le nécessaire en vue de sa sécurité et de sa stabilité.

M. Arias (Espagne) (*parle en espagnol*) : Je voudrais exprimer la pleine satisfaction de la délégation espagnole que cette résolution, si importante pour l'avenir de l'Iraq, ait été adoptée à l'unanimité. L'Espagne s'est portée coauteur du projet de résolution, car elle est persuadée qu'elle constitue un pas en avant important pour permettre aux Iraquiens d'améliorer leurs conditions de vie et de reprendre leur destinée en mains. Nous pensons que la résolution est une bonne nouvelle pour le peuple iraquien, pour la région et pour l'Organisation des Nations Unies. L'Iraq méritait – et mérite – le consensus sincère du Conseil de sécurité, notre appui et notre unité sans faille. Ce peuple a subi trois décennies de dictature et doit désormais être en mesure d'envisager un avenir meilleur. Cette résolution doit tendre vers cet objectif.

La région profitera également de la présence d'un pays qui s'engage sur la voie de la normalisation et qui bénéficiera certainement de la coopération des pays voisins et de la communauté internationale.

Enfin, c'est une bonne nouvelle pour le Conseil de sécurité et pour l'Organisation des Nations Unies car cela veut dire qu'on est en train de surmonter les divergences du passé. Nous sommes convaincus que cette unanimité – qui, nous espérons, ne masque aucune réticence – nous permettra de déployer des efforts qui bénéficieront à ceux qui en ont le plus besoin, c'est à dire le peuple iraquien.

Je voudrais enfin exprimer mes vœux de plein succès à la conférence des donateurs de Madrid à laquelle cette résolution donne l'élan que nombre d'entre nous ont appelé de leurs vœux. Nous pensons que cette conférence peut et doit marquer un tournant important sur la voie du développement pour le peuple iraquien.

M. Tafrov (Bulgarie) : Je voudrais saluer à la table du Conseil la présence du distingué Secrétaire général et le remercier de ses propos introductifs ainsi que de sa contribution importante aux discussions qui ont précédé l'adoption de cette résolution.

La Bulgarie vient de voter pour la résolution 1511 (2003). Ma délégation est extrêmement satisfaite de son adoption unanime, car elle considère que la

résolution envoie un message politique fort. Tout d'abord, au peuple irakien – pour lui dire que le moment où il retrouvera le plein contrôle de son propre destin est désormais à portée de main. Le Conseil de Gouvernement provisoire est ainsi reconnu officiellement en tant qu'interlocuteur de la communauté internationale en Iraq. La Bulgarie s'en félicite.

Deuxièmement, à la communauté internationale qui est encouragée à donner son plein soutien aux Iraquiens pour reconstruire leur pays. Pour sa part, la Bulgarie continuera à aider l'Iraq, pays proche et ami, notamment à travers la participation d'un contingent bulgare dans la force multinationale nouvellement créée.

Tout au long des discussions sur le texte de la résolution, mon pays a insisté pour qu'elle prenne en compte le souhait du Secrétaire général d'avoir une souplesse maximale concernant la mise en pratique du mandat de l'ONU en Iraq, en fonction des circonstances sur le terrain, notamment la situation en matière de sécurité afin de ne pas mettre inutilement en péril la vie du personnel de l'ONU. Je voudrais remercier chaleureusement les coparrains de la résolution d'avoir accédé à la proposition de la délégation bulgare.

Le message politique positif de la résolution qu'on vient d'adopter a été largement amplifié par son mode d'adoption : le mode unanime. Au fond, les positions de la grande majorité des membres du Conseil ont fini par s'avérer moins éloignées qu'on ne le croyait au départ. Nous nous réjouissons qu'un dernier effort a pu être fait pour permettre l'émergence de cette unanimité.

Il n'y a aucun doute : ce ne sera pas la dernière résolution du Conseil de sécurité sur l'Iraq. D'autres la suivront sur la voie tracée par la résolution 1511 (2003) afin de favoriser l'émergence d'un Iraq souverain, uni, stable et démocratique.

M. Maquieira (Chili) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord saluer la présence du Secrétaire général parmi nous aujourd'hui. Nous nous félicitons de sa déclaration.

Le Chili a voté pour cette résolution pour les motifs suivants. L'adoption de cette résolution ouvre une nouvelle étape dans le processus de reconstruction politique, économique et social de l'Iraq. Il convient de

la considérer en conjonction avec d'autres résolutions du Conseil de sécurité qui ont permis un transfert de pouvoir graduel à l'Organisation des Nations Unies à l'étape de l'après conflit.

Cette résolution prévoit une série de mesures concernant la transition politique et le rôle de l'Organisation des Nations Unies. Dans le domaine politique, le Conseil de Gouvernement provisoire devra présenter un calendrier et un programme sur l'élaboration d'une nouvelle Constitution et la tenue d'élections démocratiques au Conseil de sécurité avant le 15 décembre prochain. De même, compte tenu de la complexité de la situation sécuritaire, la résolution dispose qu'il appartiendra au Secrétaire général de décider en dernier ressort de la participation du personnel de l'Organisation au processus. Cet élément est essentiel pour permettre à l'Organisation des Nations Unies d'exercer ses fonctions en toute efficacité. Dans ce contexte, nous demandons au Secrétaire général d'informer le Conseil de sécurité des progrès réalisés en matière de transfert des pouvoirs au peuple iraquien et de transfert de responsabilités et de pouvoir au gouvernement. Il va y avoir, en outre, une conférence constitutionnelle qui, si tant est qu'elle soit largement représentative, sera un jalon important qui permettra au peuple iraquien de recouvrer pleinement sa souveraineté. De même, l'Organisation des Nations Unies devrait jouer un rôle important dans différents domaines liés aux divers efforts de reconstruction. Il s'agit notamment de faciliter le dialogue national, d'apporter une assistance électorale et humanitaire, de promouvoir les droits de l'homme, d'appuyer le développement de la société civile, la réforme de la police, du système judiciaire et de l'administration publique.

Si l'on compare le texte adopté au projet initial, on note une série de modifications et d'évolutions importantes ainsi qu'une approche multilatérale pour faire face à la situation en Iraq.

Enfin, le consensus général auquel nous sommes parvenus aujourd'hui atteste de la capacité du Conseil de sécurité, malgré les différences de visions, de parvenir à des accords et des ententes. Le seul bénéficiaire de ce consensus doit être le peuple iraquien.

Le Président (*parle en anglais*): Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant des États-Unis.

Je voudrais tout d'abord remercier encore une fois le Secrétaire général de sa présence parmi nous aujourd'hui, de son importante déclaration et de son empressement à apporter tout son appui à l'application de la résolution 1511 (2003).

Nous avons aujourd'hui voté pour l'avenir de l'Iraq. En adoptant cette résolution à l'unanimité, la communauté internationale a fait preuve de son appui indéfectible au peuple iraquien.

Cela fait six semaines que nous avons entamé des discussions intenses et constructives sur le rôle de la communauté internationale en Iraq. Mon Gouvernement a écouté avec attention les préoccupations de chaque membre du Conseil et nous apprécions beaucoup cet échange de vues approfondi. Notre dialogue a débouché sur une résolution renforcée qui élargira la participation de la communauté internationale à la stabilisation et à la reconstruction de l'Iraq. Le fait de tendre les deux mains à un pays situé dans une région stratégique servira nos intérêts mutuels en matière de paix et de sécurité.

Nous avons tenu ces discussions dans le sillage de trois attentats terroristes destructeurs survenus à Bagdad. Ils ont eu lieu à l'Ambassade jordanienne, au siège des Nations Unies et à la mosquée de l'Imam Ali. Ces actions, de même que l'assassinat tragique du membre du Conseil de gouvernement, Mme Akila al-Hashami, ont représenté une attaque contre le nouvel Iraq. Pour relever ce défi, la communauté internationale a dû renouveler son engagement. Pour ce faire, on a dû permettre la participation de nouveaux États Membres, des organisations régionales et de l'Organisation des Nations Unies.

En rédigeant cette résolution, nous n'avons jamais perdu de vue la situation sur le terrain. Notre objectif a toujours été d'appuyer les Iraquiens et ceux qui se sont associés à eux dans cet effort sans précédent sur la voie de la stabilisation, de la reconstruction et du redressement.

La résolution comporte quatre éléments clefs. Premièrement, elle confirme le fait qu'il appartient aux Iraquiens d'établir un horizon politique pour le transfert de pouvoir et précise également que la direction iraquienne provisoire incarne la souveraineté iraquienne pendant la transition.

À cet égard, la résolution réaffirme également un point qui, pour les États-Unis, n'a jamais laissé aucun

doute : l'exercice des pouvoirs gouvernementaux en Iraq par l'Autorité provisoire de la Coalition est de nature temporaire. Nous ne départirons pas de notre objectif déclaré de remettre, dès que possible, les responsabilités et pouvoirs gouvernementaux au peuple iraquien.

Deuxièmement, s'agissant du processus de transition politique qui revêt une importance cruciale, la résolution prévoit un rôle élargi pour l'Organisation des Nations Unies, à la mesure de l'expérience et des connaissances spécialisées de l'ONU, compte tenu des capacités de l'ONU en Iraq.

Troisièmement, la résolution porte création d'une force multinationale autorisée par l'ONU, sous commandement unifié des États-Unis, et donne un cadre aux contributions à l'instruction et à l'équipement des forces irakiennes de police et de sécurité.

Quatrièmement, la résolution encourage les institutions financières internationales et d'autres à apporter des contributions substantielles et durables à la reconstruction et au développement de l'économie

iraquienne en tant que preuve tangible de leur attachement à la santé économique et à la stabilité politique de l'Iraq.

En s'attaquant à la trilogie de la politique, de l'économie et de la sécurité, la résolution offre une base solide pour un engagement international élargi. L'examen approfondi du texte par mon gouvernement ces dernières semaines reflète notre attachement à une approche multilatérale à cette question incontournable. Nous félicitons ceux qui nous ont rejoint, y compris bien sûr les coauteurs, et demandons instamment à tous les États d'examiner comment ils pourraient le mieux contribuer aux efforts irakiens pour bâtir un avenir meilleur. C'est maintenant plus que jamais qu'il faut aider l'Iraq.

Je reprends mes fonctions de Président du Conseil.

Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil reste saisi de la question.

La séance est levée à 11 h 45.